

Plan Local d'Urbanisme

Commune de Pernes les Fontaines

Approbation du PLU

4.9. Eaux usées : assainissement non collectif

Décembre 2016

Pièce 4.9 : annexes

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

2014



PRÉAMBULE

Le présent rapport annuel a pour but de présenter l'ensemble des éléments relatifs au Service Public d'Assainissement Non Collectif de la commune de Pernes-les-Fontaines, conformément aux dispositions figurant dans l'arrêté du 2 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement.

Les objectifs de ce rapport sont, d'une part d'informer les usagers sur la qualité du service, et d'autre part, de permettre à la collectivité d'avoir une vision annuelle globale sur l'ensemble de son activité.

SOMMAIRE

1. LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	1
1.1. PRESENTATION DU SERVICE	1
1.2. INDICE DE MISE EN OEUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	1
2. BILAN DE L'ACTIVITE DU SERVICE POUR L'EXERCICE 2014	2
2.1. « CONTROLES DE L'EXISTANT »	2
2.2. « CONTROLES DE CONCEPTION »	3
2.3. « CONTROLES DE REALISATION »	4
2.4. AUTRES ACTIVITES DU SERVICE	4
2.5. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	4
3. BILAN DE L'ACTIVITE DU SERVICE DEPUIS SA CREATION	5
3.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE CONTROLES DE L'EXISTANT	5
3.2. EVOLUTION DU NOMBRE DE CONTROLES DE CONCEPTION	5
3.3. EVOLUTION DU NOMBRE DE CONTROLES DE REALISATION	5
3.4. INDICATEUR DE PERFORMANCE - TAUX DE CONFORMITE DE L'ANC	6
3.5. INSTALLATIONS N'AYANT JAMAIS FAIT L'OBJET D'UN CONTROLE	6
4. BILAN FINANCIER DE L'EXERCICE 2014	7
4.1. DETAILS DES RECETTES	7
4.2. DETAILS DES DEPENSES	8

ANNEXES

1. LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

1.1. PRESENTATION DU SERVICE

La commune de Pernes-les-Fontaines a créé son SPANC au 1^{er} janvier 2011 sous forme de régie communale. L'année 2014 correspond à la 4^{ème} année d'exercice de ce service communal. Le nombre d'installations existantes sur la commune est évalué à 1 337.

La régie dispose d'un Conseil d'Exploitation constitué de neuf membres désignés par le Conseil Municipal, jusqu'à la fin de l'exercice du mandat en cours. Ce dernier est composé de cinq élus du Conseil Municipal, trois représentants des usagers et un membre de la société civile. Suite aux élections municipales de Mars 2014, une délibération a permis de désigner les délégués siégeant au Conseil d'Exploitation (pas de changement, cf. annexe I).

1.2. INDICE DE MISE EN OEUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Cet indice, allant de 0 à 140, permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le SPANC. Il est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous (le tableau B n'étant pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est 100) :

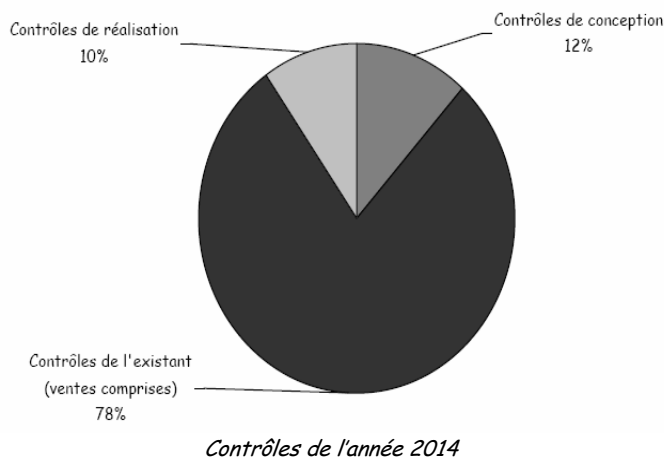
		OUI	NON
A - Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en oeuvre du service public d'assainissement non collectif	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	20	0
	Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération	20	0
	Pour les installations neuves ou à réhabiliter, délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires	30	0
	Pour les autres installations, délivrance de rapports de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du fonctionnement et de l'entretien	30	0
TOTAL SUR 100		100	
B - Eléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	10	0
	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations	20	0
	Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	10	0
TOTAL SUR 40		0	

Sur ces bases, il est établi à 100 pour le SPANC de la commune de Pernes-les-Fontaines.

Il faut noter que les points supplémentaires sont attribués si le service a choisi de prendre les compétences facultatives que sont l'entretien, les travaux de réhabilitation et le traitement des matières de vidange, ce qui n'est pas le cas.

2. BILAN DE L'ACTIVITE DU SERVICE POUR L'EXERCICE 2014

L'une des principales missions du SPANC consiste à réaliser les contrôles réglementaires des installations d'assainissement non collectif :



2.1. « CONTROLES DE L'EXISTANT »

2.1.1. Les contrôles réglementaires (diagnostic - bon fonctionnement)

Tous les dispositifs d'assainissements autonomes de toutes les habitations non raccordées au réseau public de collecte des eaux usées doivent faire l'objet d'un premier diagnostic, puis de contrôles périodiques de bon fonctionnement et d'entretien dont la périodicité est fixée à 10 ans par le Règlement de Service.

Ce contrôle consiste en une vérification du fonctionnement et de l'entretien de l'installation, afin de s'assurer que celle-ci n'engendre pas de risque avéré pour la santé des personnes et les risques de pollutions de l'environnement. Une nouvelle campagne de contrôles a débutée en 2014 dans le but de réaliser les diagnostics des dispositifs d'assainissements individuels n'ayant encore jamais fait l'objet d'un contrôle.

Pour cela, l'installation est classée dans la « grille d'évaluation des installations » contenue dans l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Il est important de signaler qu'un **arrêté préfectoral est entré en application à partir du 1^{er} novembre 2014**, dont l'objectif principal est de définir les zones à enjeux sanitaires ou environnementaux présentes sur le Vaucluse (*cf. annexe 2*). Concernant la commune de Pernes-les-Fontaines, tout le territoire est situé en zone à enjeux, ce qui représente un élément important à prendre en compte lors du classement des installations dans la grille de contrôle.

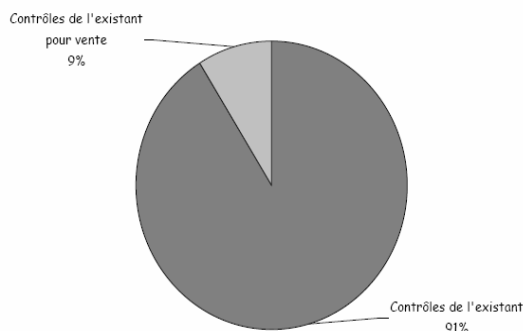
2.1.2. Les contrôles avant vente

Depuis le 1^{er} janvier 2011, lors de la vente d'une habitation non raccordée au réseau public d'assainissement collectif, un contrôle du système d'assainissement individuel existant est exigé, afin d'informer le futur acquéreur de l'état de l'installation et de ses obligations en matière de mise en conformité (articles L1331-11-1 du Code de la Santé Publique et L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Cette mesure a l'avantage de favoriser la mise en conformité des installations puisque les acquéreurs qui ont été informés, prévoient en grande majorité ce coût supplémentaire dans leur budget d'achat et sont donc plus enclin à réaliser les travaux d'assainissement.

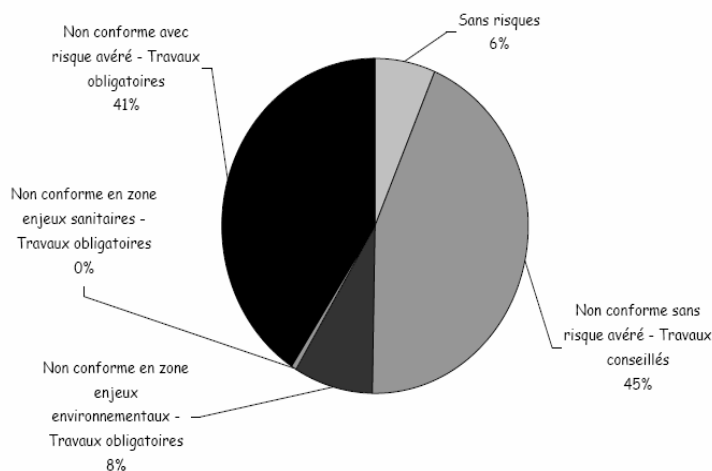
2.1.3. Contrôles de l'existant réalisés en 2014

Contrôles de l'existant	183
Contrôles de l'existant préalable à une vente	18
Total des contrôles de l'existant réalisés en 2014	201



2.1.4. Avis donnés lors des contrôles de l'existant, ventes comprises

Sans risques	13
Non conforme sans risque avéré (travaux conseillés)	88
Non conforme en zone à enjeux sanitaires (travaux obligatoires)	1
Non conforme en zone à enjeux environnementaux (travaux obligatoires)	17
Non conforme avec risque avéré (travaux obligatoires)	82



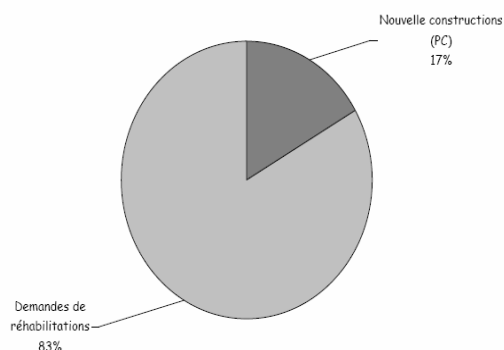
2.2. « CONTROLES DE CONCEPTION »

Lorsque qu'un propriétaire souhaite mettre en place un système d'assainissement autonome, dans le cadre d'un projet de construction neuve ou dans celui d'une réhabilitation, il est tenu de déposer une « demande de travaux » auprès du SPANC.

Le contrôle de conception correspond à l'étude de ce dossier. Une fois que la demande de travaux est validée par le SPANC, le pétitionnaire est autorisé à débiter les travaux d'installation.

2.2.1. Contrôles de conception réalisés en 2014

Nouvelle construction	5
Réhabilitation	25
Total des contrôles de conception réalisés en 2014	30



2.2.2. Avis donnés lors des contrôles de conception

En 2014, aucun avis défavorable n'a été donné par le SPANC.

2.3. « CONTROLES DE REALISATION »

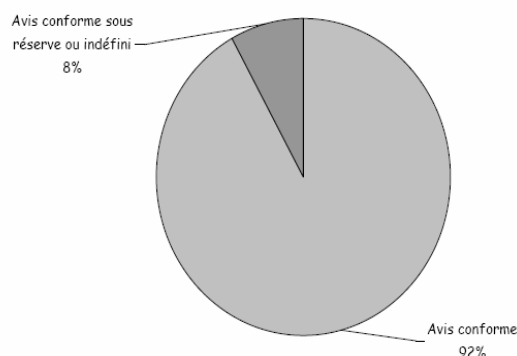
Après obtention d'un avis favorable suite au contrôle de conception, le contrôle de réalisation est effectué au cours du chantier, avant remblaiement des ouvrages. Il a pour objectifs de vérifier la conformité de l'installation vis-à-vis du projet validé, ainsi que la qualité des travaux réalisés.

2.3.1. Contrôles de réalisation effectués en 2014

En 2014, 25 contrôles de réalisation ont été effectués par le SPANC.

2.3.2. Avis donnés lors des contrôles de réalisation

Conforme	23
Conforme sous réserve ou indéfini	2
Non conforme	0



2.4. AUTRES ACTIVITES DU SERVICE

Les contrôles réglementaires constituent une grande partie de l'activité du SPANC.

Cependant, d'autres missions sont également menées par la technicienne comme l'accueil des usagers, les permanences téléphoniques, la gestion des contentieux ou encore l'information concernant l'eau potable et l'assainissement collectif.

Enfin, la campagne communale de réhabilitation des ANC s'est poursuivie en 2014 et le versement des premières subventions de l'Agence de l'Eau a été réalisé.

2.5. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Nouvelle campagne de contrôles de l'existant : dans le but de réaliser les derniers diagnostics des dispositifs d'assainissements individuels n'ayant encore jamais fait l'objet d'un contrôle.

21 février 2014 : 9^{ème} Conseil d'Exploitation du SPANC.

24 avril 2014 : 10^{ème} Conseil d'Exploitation du SPANC.

8 et 9 octobre 2014 : participation aux 11^{èmes} Assises Nationales de l'ANC.

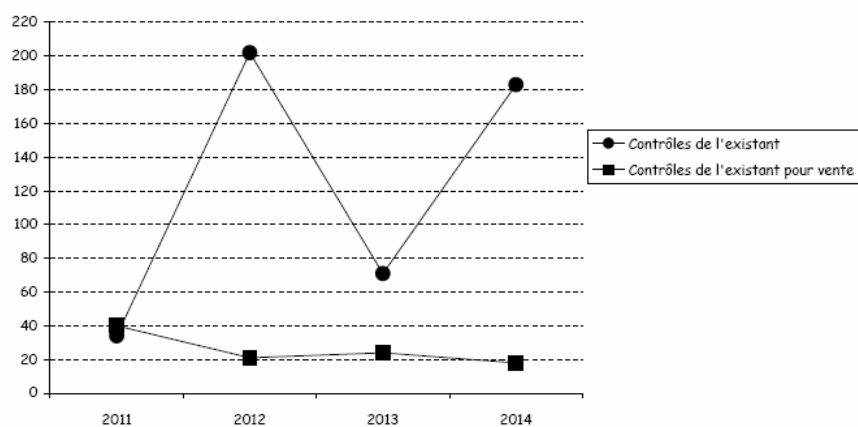
28 octobre 2014 : 11^{ème} Conseil d'Exploitation du SPANC.

Projets pour l'exercice 2015 :

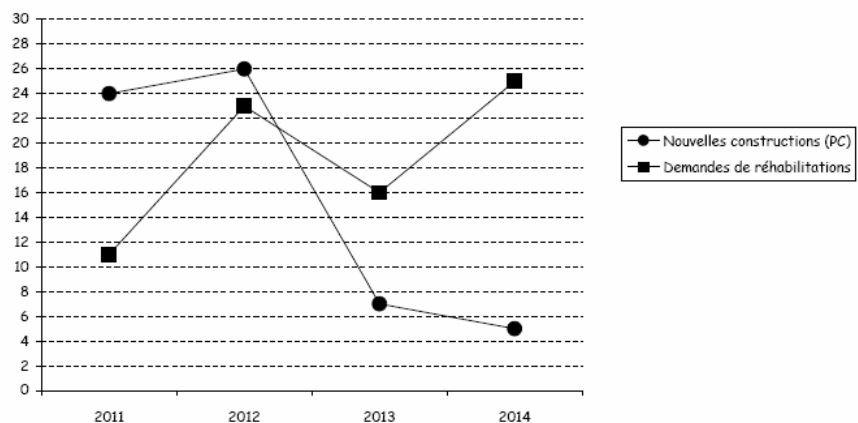
- poursuivre la campagne de contrôles diagnostics de l'existant ;
- poursuivre l'opération groupée de travaux.

3. BILAN DE L'ACTIVITE DU SERVICE DEPUIS SA CREATION

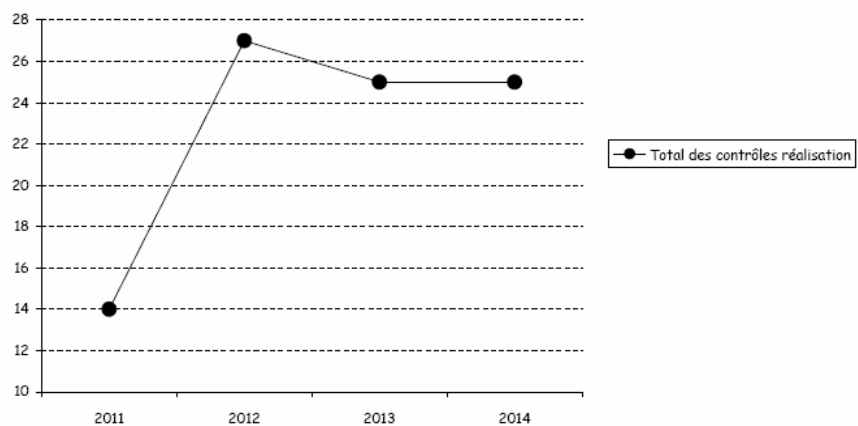
3.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE CONTROLES DE L'EXISTANT



3.2. EVOLUTION DU NOMBRE DE CONTROLES DE CONCEPTION



3.3. EVOLUTION DU NOMBRE DE CONTROLES DE REALISATION



3.4. INDICATEUR DE PERFORMANCE - TAUX DE CONFORMITE DE L'ANC

Cet indicateur de performance a pour but d'évaluer le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service :

<i>Nombre d'installations déclarées conformes suite à un contrôle de réalisation ou déclarées sans risque suite à un contrôle de l'existant</i>	<i>288</i>	
<hr/>		
<i>Nombre total d'installations contrôlées</i>	<i>871</i>	
	<i>=</i>	<i>_____ x 100 = 33 %</i>

Au 31 décembre 2014, 33 % des installations d'assainissement non collectif du territoire communal sont jugées conformes ou ne présentant pas de risque avéré.

3.5. INSTALLATIONS N'AYANT JAMAIS FAIT L'OBJET D'UN CONTROLE

Au 31 décembre 2014, 466 installations n'ont encore jamais fait l'objet d'un contrôle.

4. BILAN FINANCIER DE L'EXERCICE 2014

RECETTES	Excédent de l'exercice précédent	777,12 €
	Redevances des contrôles	17 000,00 €
	Subvention de la commune	18 000,00 €
	Subventions de l'Agence de l'Eau	10 670,00 €
	Total	46 447,12 €
DEPENSES	Charges générales	1 892,64 €
	Charges de personnel	35 010,62 €
	Charges diverses de gestion courante	9 000,00 €
	Total	45 903,26 €
SOLDE	Excédent au 31 décembre 2014	+ 543,86 €

Dans le cadre de l'opération groupée de travaux, et afin de pouvoir reverser les subventions perçues par l'Agence de l'Eau aux usagers, un ajustement du budget du SPANC a été nécessaire et a fait l'objet d'une délibération n° DE/31/7.1/23.10.2014-6 du Conseil Municipal (*cf. annexe 3*).

4.1. DETAILS DES RECETTES

4.1.1. Excédent de l'exercice précédent

L'excédent de **777,12 €** de l'exercice 2013 a été reporté sur le budget de l'année 2014.

4.1.2. Redevances des contrôles

Les contrôles ont généré une recette de **17 000 €** pour l'année 2014. Le montant des prestations réalisées par le SPANC a été fixé en 2011 par délibération n° DE/31/7.1/21.04.2011-9 du Conseil Municipal et après avis du Conseil d'Exploitation :

- contrôle de bon fonctionnement et d'entretien : 50 €
- contrôle de bon fonctionnement et d'entretien préalable à une vente : 150 €
- contrôle de conception : 50 €
- contrôle de réalisation : 150 €

4.1.3. Subvention de la commune

Le SPANC dispose d'une autonomie financière. Sur le plan réglementaire, le service répond à la qualification de Service Public Industriel et Commercial dont les dépenses doivent être financées prioritairement par les redevances perçues auprès des usagers.

Toutefois, la législation autorise une dérogation à ce principe pendant les 5 premiers exercices budgétaires suivant celle de la création (dérogation à l'article L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales, introduite par la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006).

En effet, une subvention peut être versée du budget principal de la commune au profit du budget du SPANC. Le montant de cette subvention a été fixé par délibération et s'élève à **18 000 €**.

4.1.4. Subventions de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

4.1.4.1. Prime pour le contrôle des installations d'assainissement non collectif

Dans le but d'équilibrer le budget des SPANC qui sont en grande majorité déficitaires, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse octroie une « prime pour le contrôle des installations d'assainissement non collectif », calculée à partir des éléments de l'année n-1 :

Type de contrôles	Nombre de contrôles réalisés en 2013	Taux	Montant de la prime
« Diagnostic de l'existant »	95	10,00 € / contrôle	950,00 €
« Vérification de la réalisation »	25	30,00 € / contrôle	750,00 €
			1 670,00 €

4.1.4.2. Subventions à reverser aux usagers

Dans le cadre de l'opération groupée de travaux, le SPANC perçoit les subventions selon l'avancement des travaux, et les reverse ensuite aux usagers concernés.

<u>1^{ère} opération groupée</u> <u>27 dossiers</u> <i>1^{ère} convention de mandat 2014-2015</i>	Nombre de chantiers terminés	Subvention par installation	Total des subventions reçues et à reverser
	3	3 000,00 €	9 000,00 €

4.2. DETAILS DES DEPENSES

4.2.1. Charges générales

Le fonctionnement du service pour l'année 2014 a nécessité une dépense de **1 892,64 €** :

- fournitures administratives : 638,08 €
- carburant : 135,84 €
- maintenance : 336,03 €
- frais d'affranchissement : 730,69 €
- divers : 52,00 €

4.2.2. Charges de personnel

Les charges de personnel s'élève à **35 010,62 €** pour l'année 2014.

4.2.3. Charges diverses de gestion courante

Dans le cadre de l'opération groupée de travaux, le SPANC perçoit les subventions selon l'avancement des travaux, et les reverse ensuite aux usagers concernés (cf. paragraphe 4.1.4.2).

ANNEXES

Annexe 1

Délibération DE/31/5.3/14.04.2014-12 du Conseil Municipal (désignation des délégués du Conseil Municipal siégeant au Conseil d'Exploitation du SPANC).

Annexe 2

Arrêté préfectoral 2014206-0002 du 25 juillet 2014 (définition des zones à enjeux sanitaires et environnementaux sur le Vaucluse) et cartographie de ces zones sur Pernes-les-Fontaines.

Annexe 3

Délibération DE/31/7.1/23.10.2014-6 du Conseil Municipal (décision modificative au budget).

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE
Commune de
PERNES-LES-FONTAINES

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Document Reçu le
06 MAI 2014

SEANCE DU LUNDI 14 AVRIL 2014

(Date de convocation : 8 Avril 2014)

Conseillers Municipaux en exercice :	33
Présents :	31
Absents excusés ayant donné procuration :	2
Absente excusée non représentée :	0
Absents non excusés :	0
Votants :	33

L'An deux mille quatorze et le quatorze du mois d'Avril à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de PERNES-LES-FONTAINES, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel des séances, sous la présidence de Monsieur Pierre GABERT, Maire.

Etaient présents : Monsieur le Maire, Monsieur François PANTAGENE, Monsieur Didier CARLE, Monsieur Henri BERNAL, Madame Nicole NEYRON, Madame Nadia MARTINEZ, Madame Laurence MONTERDE, Madame Josiane TRANIELLO, Monsieur Christian SOLIER, Monsieur Christian BARTOLETTI, Monsieur Bernard BIGONNET, Madame Anne CUNTY, Madame Françoise LAFAURE, Monsieur Jean-Jacques EXBRAYAT, Monsieur Bernard GAINTRAND, Monsieur Eric BOYER, Madame Isabelle DESRUT, Monsieur Patrick MONTY, Madame Gisèle GIRARD, Monsieur Yannick LIBOUREL, Monsieur Franck RIMBERT, Monsieur Jean-Claude DANY, Madame Marlène LAUGIER, Madame Georgette DRAGONE, Madame Yolande MANEL, Monsieur Laurent COMTAT, Madame Karine CANDALE, Madame Nancy GONTIER, Monsieur Robert IGOULEN, Monsieur René BOUGNAS, Madame Annick JOURDAINE.

Pouvoirs : Madame Sabine CHAUVET (procuration à Monsieur le Maire), Madame Martine NICOLAS (procuration à Monsieur IGOULEN).

Il a été procédé conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil Municipal : Madame Nancy GONTIER ayant obtenu l'unanimité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Désignation des délégués du Conseil Municipal
devant siéger au sein du Conseil d'Exploitation
du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

LE CONSEIL MUNICIPAL :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que conformément aux statuts du Service Public d'Assainissement Non Collectif approuvés par délibération du 10 Mars 2011, le Conseil d'Exploitation est composé de 5 titulaires et 5 suppléants élus du Conseil Municipal, 4 titulaires et 4 suppléants représentant les usagers dont 1 titulaire et 1 suppléant représentant la vie civile, membres non élus présentés par l'Association de Défense des Usagers de l'Eau

06 MAI 2014

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,



- DECIDE, à l'unanimité, en application de l'article L.2121-21 du Code général des Collectivités Territoriales, de ne pas procéder au scrutin secret pour la nomination des membres du conseil d'exploitation du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

- DESIGNER, 29 voix pour et 4 contre (Monsieur IGOULEN, Monsieur BOUGNAS, Madame NICOLAS par procuration et Madame JOURDAINE), les délégués du Conseil Municipal qui siégeront au sein du Conseil d'Exploitation du Service Public d'Assainissement Non Collectif comme suit :

Membres élus du Conseil Municipal :

Titulaires : Pierre GABERT, Henri BERNAL, Nadia MARTINEZ, Christian BARTOLETTI, Bernard BIGONNET,

Suppléants : Isabelle DESRUT, Jean-Claude DANY, Nicole NEYRON, Christian SOLLIER, Sabine CHAUVET.

- PREND ACTE que les membres proposés par l'Association de Défense des Usagers de l'Eau pour siéger au sein du Conseil d'Exploitation sont :

Membres représentant les usagers :

Titulaires : Roger GACHON, Jean-Jacques GRAILLOT, Bernard FRANCOIS.

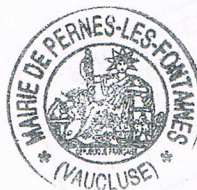
Suppléants : Michel PERSICHINO, Christine BONNET.

Membres de la vie civile :

Titulaire : Jean-Marie LECLERC

Suppléant : Guy LAMIGE

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.



Pour extrait conforme,
Le Maire,

Pierre GABERT

Acte Exécutoire

Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982

Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982

TRANSMIS le 24 avril 2014

PUBLIE le 24 avril 2014



PREFET DE VAUCLUSE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service Eau et Milieux Naturels
Affaire suivie par : Fabienne CANAUD
Françoise BEAUMONT
Tél : 04 90 16 21 36/04 90 16 21 25
Télécopie : 04 90 16 21 88
Courriel : fabienne.canaud@vaucluse.gouv.fr
francoise.beaumont@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 2014206-0002 du 25 juillet 2014
portant définition des zones à enjeux sanitaires et environnementaux dans
le cadre de l'arrêté ministériel définissant les conditions de réhabilitation
des installations d'assainissement non collectif traitant une charge brute
de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- VU le code de l'environnement notamment ses articles L. 211-1, L. 211-3, L. 211-5, L. 216-6 et R. 211-45 et R. 214-5 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2224-7-1, L. 2224-8 et R. 2224-17 ;
- VU le code de la santé publique notamment ses articles L. 1331-1, L. 1311-2 et L. 1331-1-1 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-4 et R. 111-3 ;
- VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

VU l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

VU le règlement sanitaire départemental constitué par arrêté préfectoral du 19 septembre 1979 mis à jour en 2006 ;

VU le SDAGE Rhône Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 ;

VU l'avis favorable du CODERST dans sa séance du 17 juillet 2014 ;

VU la consultation du public du projet d'arrêté s'est déroulée du 02 au 23 avril 2014 ;

CONSIDERANT les observations recueillies ;

CONSIDERANT que les installations d'assainissement non collectif non conformes peuvent être responsables de contamination des eaux souterraines dans certaines conditions hydrogéologiques ;

CONSIDERANT les diagnostics des installations d'assainissement non collectif réalisés sur les communes et la mise en évidence d'une pollution azotée sur les communes d'Aubignan, Carpentras, Mazan, Monteux, Pernes les Fontaines et Sarrians ;

CONSIDERANT que toute pollution constitue un risque avéré de pollution de l'environnement conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 ;

CONSIDERANT que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 dispose que les prescriptions nationales peuvent être complétées par arrêté du maire ou du préfet ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de Vaucluse,

A R R E T E

Le présent arrêté a pour objet, conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, de préciser les zones à enjeux sanitaires et environnementaux du département de Vaucluse.

ARTICLE 1 : Définition des zones à enjeux

1.1. Définition des zones à enjeu sanitaire :

Pour le département de Vaucluse, les zones à enjeux sanitaires sont celles répertoriées ci-dessous :

- Zone constituée des périmètres de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine ;
- Zone à moins de 200 mètres d'une zone de baignade ou d'une zone avec un usage d'activité aquatique ;
- Zone de 200 mètres autour d'un forage sollicité pour un usage d'eau potable non unifamilial ;
- Zone constituée d'un périmètre de 500 mètres autour des sites de pisciculture ;
- *toute autre zone définie par arrêté du maire ou du préfet.*

1.2. Définition des zones à enjeu environnemental :

Pour le département de Vaucluse, les zones à enjeux environnementaux sont celles répertoriées ci-dessous :

- Zones constituées des Aires d'alimentation de captage définies par arrêté préfectoral ou par l'étude de définition de l'aire d'alimentation de captage prioritaire en application de l'article L. 211-3 du code de l'environnement.
- Parties des territoires des communes d'Aubignan, Carpentras, Mazan, Monteux, Pernes les Fontaines et Sarrians situées en zone d'assainissement non collectif et en recouvrement de la nappe stratégique du miocène.
- Toute pollution établie par les services de l'Etat ou par l'Agence de l'Eau et démontrant l'impact de l'installation en aval ou sur le milieu, constitue un risque avéré de pollution de l'environnement.

ARTICLE 2 : Cartographies

A titre indicatif, les zones à enjeux sont cartographiées et sont disponibles sur le site internet de la préfecture de Vaucluse.

ARTICLE 3 : Prescriptions édictées par le code de la santé publique et par le code de l'environnement

3.1. Rappel de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique :

Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'État dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

3.2. Rappel de l'article L. 216-6 du code de l'environnement :

Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées.

ARTICLE 4 : Définitions

4.1. Les installations non conformes :

4.1.1. Les installations présentant des dangers pour la santé des personnes appartenant à l'une des catégories suivantes :

a. Rappel de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 : Installation présentant :

- soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes,
- soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes.

b. Rappel de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 : Installation incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire ;

c. Installation située à moins de 35 mètres d'un puits privé et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant être raccordé au réseau public de distribution. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation humaine, notamment lorsqu'il est démontré que le système d'assainissement non collectif est situé à l'aval hydraulique du puits.

4.1.2. Rappel de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012, installations présentant un risque avéré de pollution de l'environnement : Les installations présentant un risque avéré de pollution de l'environnement sont les installations incomplètes ou significativement sous dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs située dans une zone à enjeu environnemental.

4.1.3. Rappel de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 : Les installations incomplètes ou significativement sous-dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs sont des installations non conformes.

4.2. Absence d'installation :

Le rejet de la totalité des eaux usées s'effectuant directement dans un puisard ou un puits perdu ou dans un milieu superficiel, est interdit et constitue une absence d'installation.

ARTICLE 5 : Délais de mise en conformité

Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
<input type="checkbox"/> Absence d'installation	Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique * Mise en demeure de réaliser une installation conforme * Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
<input type="checkbox"/> Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) <input type="checkbox"/> Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation <input type="checkbox"/> Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente		
<input type="checkbox"/> Installation incomplète <input type="checkbox"/> Installation significativement sous-dimensionnée <input type="checkbox"/> Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	Installation non conforme Article 4 - cas c) * Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Risque environnemental avéré Article 4 - cas b) * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente
<input type="checkbox"/> Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	* Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

5.1. Rappel de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 : Installation non conforme, telle que définie à l'article 4.1, en cas de vente du bien :

Pour toute installation non conforme, les travaux de mise en conformité à la réglementation seront réalisés dans un délai de 1 an en cas de vente.

5.2. Absence d'installation ou absence d'élément probant attestant de l'existence d'une installation d'assainissement non collectif :

En cas de constat d'absence d'installation (4.2), ou, si lors du contrôle, la commune ne parvient pas à recueillir des éléments probants attestant de l'existence d'une installation d'assainissement non collectif, alors la commune met en demeure le propriétaire de mettre en place, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique, une installation conforme dans les meilleurs délais à compter de la notification de la mise en demeure. En tout état de cause, cette mise en conformité interviendra 2 ans à compter de la notification de la mise en demeure.

5.3. Rappel de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 : Installation présentant un danger grave pour la santé des personnes, telle que définie à l'article 4.1.1. :

Les travaux seront réalisés dans un délai de 4 ans à compter de la notification du constat de dangerosité.

5.4. Rappel de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 : Installation non conforme, telle que définie à l'article 4.1, située dans une zone à enjeu sanitaire ou environnemental :

Les travaux seront réalisés dans un délai de 4 ans à compter de la notification du constat de non conformité.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage en mairie.

Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Le présent arrêté est susceptible de recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture dans un délai de deux mois.

ARTICLE 7 : Publication.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse et une copie sera déposée en mairie des communes concernées. Il pourra y être consulté. Un extrait de l'arrêté comportant la carte des zones concernées de la commune est affiché dans chaque mairie pendant au moins un mois à compter de la publication de l'arrêté. Un procès verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la préfecture de Vaucluse.

Un avis au public faisant connaître les termes du présent arrêté est publié à la diligence des services de la préfecture du Vaucluse, dans au moins un journal local diffusé dans le département du Vaucluse.

ARTICLE 8 : Exécution.

La secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, le sous-préfet d'Apt, le directeur départemental des territoires de Vaucluse, les maires des communes concernées, le commandant du groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

25 JUL. 2014

Fait à Avignon, le
le préfet,

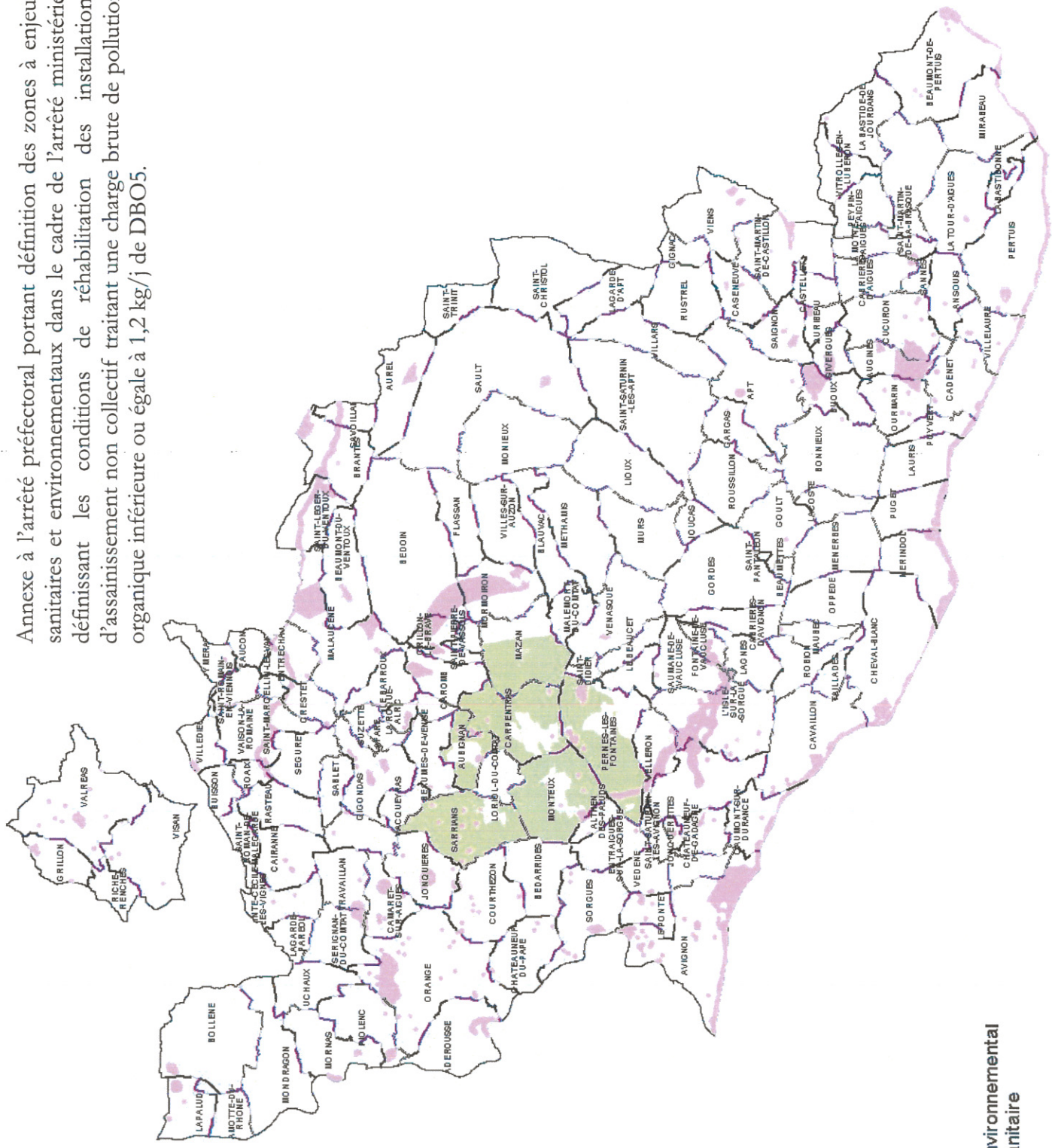
COPIE CERTIFIÉE CONFORME
A L'ORIGINAL

Yannick BLANC

Annexe à l'arrêté préfectoral portant définition des zones à enjeux sanitaires et environnementaux dans le cadre de l'arrêté ministériel définissant les conditions de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif traitant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.



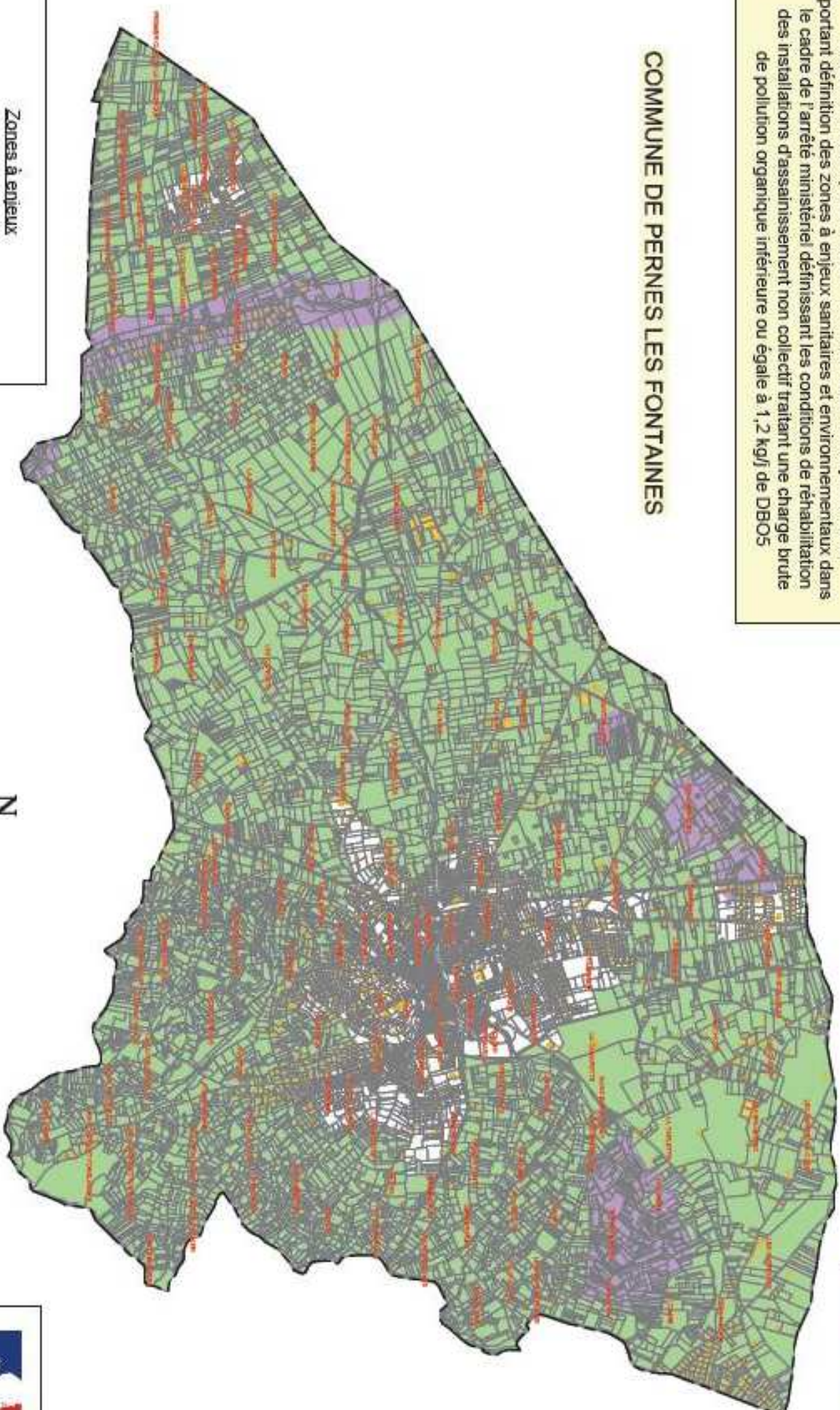
PREFET
DU VAUCLUSE



Zones à enjeux
 ■ Zone à enjeu environnemental
 ■ Zone à enjeu sanitaire

Annexe à l'arrêté préfectoral N° 2010206-0002 du 25 juillet 2014
portant définition des zones à enjeux sanitaires et environnementaux dans
le cadre de l'arrêté ministériel définissant les conditions de réhabilitation
des installations d'assainissement non collectif traitant une charge brute
de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

COMMUNE DE PERNES LES FONTAINES



Zones à enjeux

Zone à enjeu environnemental

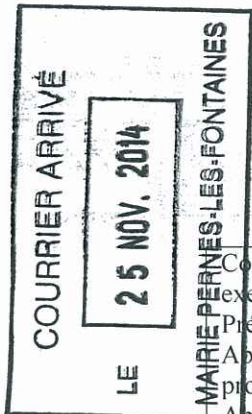
Zone à enjeu sanitaire

ECHELLE : 1 : 32 500

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE
Commune de
PERNES-LES-FONTAINES

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

~~~~~



**SEANCE DU JEUDI 23 OCTOBRE 2014**

(Date de convocation : 17 Octobre 2014)

|                                           |    |
|-------------------------------------------|----|
| Conseillers Municipaux en exercice :      | 33 |
| Présents :                                | 27 |
| Absents excusés ayant donné procuration : | 6  |
| Absents excusés non représentés :         | 0  |
| Absents non excusés :                     | 0  |
| Votants :                                 | 33 |

L'An deux mille quatorze et le vingt-trois du mois d'octobre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de PERNES-LES-FONTAINES, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel des séances, sous la présidence de Monsieur Pierre GABERT, Maire.

**Etaient présents :** Monsieur le Maire, Monsieur François PANTAGENE, Monsieur Henri BERNAL, Madame Nicole NEYRON, Madame Nadia MARTINEZ, Madame Laurence MONTERDE, Madame Josiane TRANIELLO, Monsieur Christian SOLIER, Monsieur Christian BARTOLETTI, Monsieur Bernard BIGONNET, Madame Anne CUNTY, Madame Françoise LAFAYE, Monsieur Jean-Jacques EXBRAYAT, Monsieur Bernard GAINTRAND, Madame Sabine CHAUVET, Madame Gisèle GIRARD, Monsieur Yannick LIBOUREL, Monsieur Franck RIMBERT, Monsieur Jean-Claude DANY, Madame Marlène LAUGIER, Monsieur Laurent COMTAT, Madame Karine CANDALE, Monsieur Robert IGOULEN, Monsieur René BOUGNAS, Madame Annick JOURDAINE.

**Pouvoirs :** Monsieur Éric BOYER (procuration à Monsieur le Maire), Madame Isabelle DESRUT (procuration à Madame MONTERDE), Monsieur Patrick MONTY (procuration à Monsieur PANTAGENE), Madame Georgette DRAGONE (procuration à Madame MARTINEZ), Madame Nancy GONTIER (procuration à Madame NEYRON), Madame Martine NICOLAS (procuration à Monsieur IGOULEN).

Il a été procédé conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil Municipal : Madame Karine CANDALE ayant obtenu l'unanimité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif :  
décision modificative de crédits n° 1

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il convient de procéder à des ajustements sur les crédits du budget annexe pour le service public d'assainissement non collectif. Ces ajustements concernent la section d'exploitation comme suit :

**Section d'exploitation :**

| article et fonction                      | Chapitre | Recettes         | Dépenses         |
|------------------------------------------|----------|------------------|------------------|
| 658 Charges diverses de gestion courante | 65       |                  | 33 000,00        |
| 748 Autres subventions d'exploitation    | 74       | 33 000,00        |                  |
| <b>TOTAUX</b>                            |          | <b>33 000,00</b> | <b>33 000,00</b> |

.../...



**LE CONSEIL MUNICIPAL :**

VU l'exposé de Monsieur le Maire

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité, d'adopter les modifications de crédits budgétaires énoncées.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Le Maire,

  
Pierre GABERT



**Acte Exécutoire**

Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982

Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982

TRANSMIS le 21 novembre 2014

PUBLIE le 21 novembre 2014